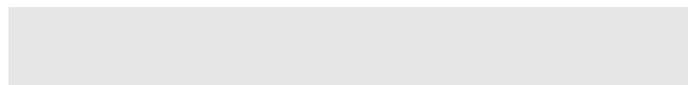


# Bilan des réalisations de l'IFDD et état des lieux de l'évaluation environnementale en Francophonie

Lionelle NGO-SAMNICK

[lionelle.ngo-samnck@francophonie.org](mailto:lionelle.ngo-samnck@francophonie.org)



# Sommaire

- **Historique de l'engagement de l'IFDD**
- **Actions clés soutenues en EE**
- **Diagnostic, état des lieux et capitalisation**
- **Enjeux émergents et nouvelle programmation**



# Historique

# Moments forts

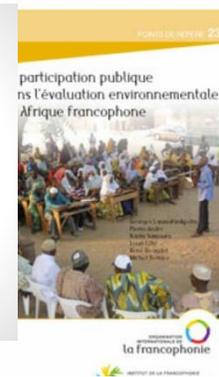
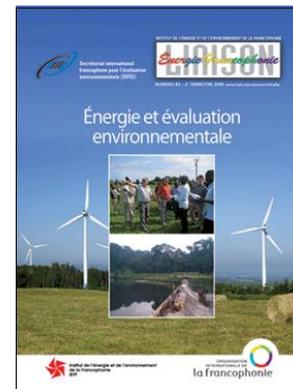
- **1989**: Création de l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF)
- **2001**: première rencontre à Paris sur deux outils de gestion en environnement : l'évaluation environnementale et l'économie politique de l'environnement.
- **2003**: Organisation d'un atelier international sur l'Économie de l'environnement et les différents enjeux de la gouvernance de l'environnement afin d'examiner les stratégies de renforcement de capacités
- **2004 à 2005**: Réalisation des études diagnostiques pour concevoir un projet structurant de renforcement des capacités en Évaluation environnementale et en Économie de l'environnement dénommé MOGED.
- **2006-2009**: acquisition des outils de base pour la gestion des ressources naturelles et soutien à l'application de l'évaluation et de la valorisation des ressources naturelles.
- **2010-2013**, renforcement des compétences techniques, sensibilisation du public et aide à la décision sur les outils de gestion de l'environnement .
- **2014-2018**: année de transition et adoption des ODD en 2015 qui façonne le cadre stratégique 2015-2022 de la Francophonie. Le MOGED disparaît pour devenir une composante de renforcement de capacités environnementales du Programme 7.1.1. « Intégration des Objectifs du développement durable ».
- **2019-2022**: Cette composante est plutôt orientée vers l'« « Appui aux négociations internationales et à la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement » du Programme 16 intitulé « Accompagnement des transformations structurelles en matière d'environnement, de commerce et d'investissements »
- **2023**: Année de transition pour une nouvelle programmation 2024-2017 mais avec une orientation sur le **Nexus agriculture climat énergie biodiversité eau**

**Actions clés soutenues**

# Résultats clés en EE

## 2001 - 2021

- Développement d'un programme de renforcement des capacités et d'optimisation de la performance de l'évaluation environnementale et sociale dans l'espace francophone.
- Edition et vulgarisation des dizaines de publications y inclus des outils de formation des professionnels francophones sur l'évaluation environnementale et sociale.
- Disponibilité de compétences et d'expertises francophones en évaluation environnementale (plus de 500 francophones formés)
- Soutien au réseautage de l'expertise francophone (appui à la participation au colloque Sifee et autres rencontres sur l'EE)
- Production d'une cartographie analytique et des profils pays qui illustrent les convergences entre les pays mais aussi les différences observables afin d'enrichir les bonnes pratiques pour mieux accompagner les États et gouvernements.



**Diagnostic, état des lieux et  
capitalisation**

# Mise en contexte, approche retenue et résultats

- **Panorama général des perspectives d'intervention** (convergences et similitudes, enjeux émergents, quels acteurs, quels instruments, pour quels objectifs, etc.).
- **Ingénierie:** clés de compréhension pour améliorer les compétences en évaluation environnementale (comment faire? comment s'y prendre? quels sont les outils disponibles? y a-t-il des prérequis? quels sont les acteurs intéressés).
- **Lien entre la « programmation » et le « partenariat »** afin d'identifier les outils disponibles et la méthodologie à mettre en place pour renforcer et amplifier l'impact de nos actions de coopération.

# Contenu du diagnostic

- **Cadre juridique**
- **Transparence des processus et accès à l'information**
- **Prise de décision, suivi de la conformité et application de la loi**
- **Contenu ( prise en compte de la biodiversité des CC, des impacts sociaux, des catastrophes**

## II CADRE JURIDIQUE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

	OUI	NON
9. L'évaluation environnementale et sociale et/ou l'un quelconque des outils qui la composent font-ils l'objet d'une loi qui leur est spécifique	13	11
9.2. Si non fait-elle, ou font-ils partie d'une loi générale de l'environnement	11	0
9.4. Cette loi fait-elle l'objet d'un décret ou d'un arrêté d'application?	18	2

Monaco  
et Haïti

# Est-ce que la loi en vigueur ou une autre loi ou une politique générale ou sectorielle traite :

10.	OUI	NON
10.1. Des études d'impact environnemental (ÉIE) ?	21	3
10.2. Des études d'impact environnemental et social (EIES) ?	15	9
10.3. Des évaluations environnementales stratégiques (EES)	16	8
10.4. Des évaluations environnementales régionales (EER) ?	4	20
10.5. Des études d'impacts cumulatifs (EIC) ?	16	7
10.6. Des études d'incidences sur la santé (EIS) ?	6	18

Burundi  
Cameroun  
Haïti

# Est-ce que la loi en vigueur ou une autre loi ou une politique générale ou sectorielle traite :

10.	OUI	NON
10.7. Des enquêtes publiques ?	17	7
10.8. Des audiences publiques ?	19	5
10.9. De la consultation autochtone ?	6	18
10.10. Des études de durabilité (ED) ?	2	22
10.11. Des audits environnementaux (diagnostiques avec ou sans référentiel)?	17	7
10.12. De l'analyse du cycle de vie (ACV) ?	2	22
10.13. De l'analyse de la conformité et de l'application de la loi (law enforcement) ?	13	10

# suite

	OUI	NON
11- Si la loi ne traite pas des évaluations environnementales stratégiques ou régionales (EES ou EER), sont-elles traitées dans un autre texte juridique?	6	14
11.1 Si non, des EES ou des EER ont-elles déjà été traitées dans le pays?	13	5
11.2 Si oui sur quelle base juridique ou directive ont-elles été validées?		
12. Si la loi ne traite pas des évaluations de durabilité celles-ci existent-elles en tant que pratique?	9	13
12.1 Si oui, veuillez préciser		
13. Si la loi ne traite pas des évaluations d'impacts cumulatifs sont-ils malgré tout étudiés dans certains rapports d'évaluation environnementale?	15	5
14. Si la loi ne traite pas des études d'incidence sur la santé, sont-elles malgré étudiées dans certains rapports d'évaluation environnementale?	16	4
15. Si la loi ne traite pas des audits environnementaux, sont-ils traités dans un autre texte juridique?	10	9

	OUI	NON
16. Si la loi ne traite pas de l'analyse du cycle de vie, est-elle abordée dans d'autres textes juridiques?	4	17
17. Est-ce que la loi fait une distinction entre une EIE simplifiée et approfondie?	13	10
19. Est-ce que cette définition décrit l'environnement comme incluant explicitement une dimension sociale	18	5
20. Est-ce que cette définition décrit l'environnement comme incluant explicitement la santé humaine?	16	7
21. Est-ce que la réglementation (dans le document approprié) décrit un processus administratif pour identifier, évaluer et gérer les impacts sur l'environnement (pour EIE, EES ou ED) soit : évaluation préliminaire, cadrage, EE, PGE, la surveillance de la	20	4

France  
Madagascar  
Mali  
Maurice

Haïti  
Monaco  
Rep Tcheque  
Suisse

# Suite

Mauritanie  
Monaco  
Suisse

	OUI	NON
22. Est-ce que la loi prévoit un ou des examens indépendants de l'étude?	21	3
23. Si oui, pour quelles étapes du processus		
23.1. Évaluation préliminaire	9	11
23.2. Cadrage	14	6
23.3. Évaluation du rapport d'ÉE	19	1
23.4. PGE	10	10
23.5. Surveillance de la conformité	13	8
23.6. Application de la loi (law enforcement)	13	7

### III TRANSPARENCE DES PROCESSUS ET ACCES A L'INFORMATION

	OUI	NON
24. Le processus au niveau du pays prévoit il un mécanisme de reddition de compte :		
24.1. Pour le promoteur du projet/plan, programme ?	13	9
24.2. Pour le décideur ?	10	11
24.3. Pour le consultant ayant réalisé l'étude ?	6	15

# III TRANSPARENCE DES PROCESSUS ET ACCES A L'INFORMATION

	OUI	NON
25. Est-ce que l'étude d'impact (EIE ou EES) doit être :		
25.1. Publiée ?	16	7
25.2. Vulgarisée ?	16	7
26. Est-ce que les contributions à la consultation publique doivent être :		
26.1. Publiées ?	13	10
26.2. Vulgarisées ?	15	8

## IV. PRISE DE DECISION, SUIVI DE LA CONFORMITE ET APPLICATION DE LA LOI

	OUI	NON
27. La décision d'approuver ou non l'étude est-elle séparée de la décision d'octroyer ou non le certificat de conformité environnemental ?	10	13
27.1. Si OUI, quelle est l'autorité qui approuve ou rejette l'étude d'impact ?		
27.2. Et quelle est l'autorité qui octroie le certificat de conformité environnemental ?		
27.3. Est-ce que l'autorité qui accepte ou rejette l'étude doit publier la justification de sa décision ?	12	10
27.4. L'autorité qui octroie le certificat de conformité doit-elle publier la justification de sa décision ?	10	11

## IV. PRISE DE DECISION, SUIVI DE LA CONFORMITE ET APPLICATION DE LA LOI

	OUI	NON
28. Y a-t-il une Autorité qui approuve le projet ou le plan/programme sur lequel portait l'étude sur d'autres bases qu'environnementales ou sociales ?	15	6
28.1. Si Oui, lesquelles ?		
28.2. Est-ce que cette Autorité doit obligatoirement consulter les autres Ministères concernés ?	15	4
28.3. Est-ce qu'elle doit fournir et rendre publics les motifs des décisions rendues quant au projet ou au plan/programme ?	9	11

## V. ÉLÉMENTS DE CONTENU: IMPACTS SOCIAUX

On prend en compte:	Jamais	Parfois	Souvent	Toujours
Impacts sociaux	6	1	4	13

	OUI	NON
<b>29.1. Est-ce une exigence réglementaire explicite ?</b>	<b>20</b>	<b>2</b>
<b>29.2. Existe-t-il un guide de mise en application ?</b>	<b>13</b>	<b>9</b>
<b>29.2.1. Si OUI, est-ce un guide :</b>		
<b>30. Les ÉE réalisées sur la période 2012-2016 traitent-elles explicitement des impacts économiques ?</b>	<b>8</b>	<b>5</b>
<b>30.1. Est-ce une exigence réglementaire explicite ?</b>	<b>12</b>	<b>10</b>
<b>30.2. Existe-t-il un guide de mise en application ?</b>	<b>9</b>	<b>14</b>
<b>30.2.1. Si OUI est-ce un guide :</b>		

## V. CONTENU: SANTÉ HUMAINE

On prend en compte:	Jamais	Parfois	Souvent	Toujours
La santé humaine	4	8	3	9

	OUI	NON
<b>31.1. Est-ce une exigence réglementaire explicite ?</b>	<b>14</b>	<b>9</b>
<b>31.2. Existe-t-il un guide de mise en application ?</b>	<b>10</b>	<b>14</b>
<b>31.3. La définition de la santé humaine inclut-elle ?</b>		
<b>31.3.1. La santé physique :</b>	<b>17</b>	<b>5</b>
<b>31.3.2. La santé mentale :</b>	<b>12</b>	<b>10</b>
<b>31.3.3. La santé communautaire :</b>	<b>17</b>	<b>5</b>
<b>31.3.4. Les services médicaux et autres services de santé :</b>	<b>15</b>	<b>7</b>
<b>31.4. Il y a-t-il des expert(e)s reconnus de ces questions dans :</b>		
<b>31.4.1. Les bureaux d'études ?</b>	<b>13</b>	<b>8</b>
<b>31.4.2. L'administration ?</b>	<b>16</b>	<b>5</b>

## V. CONTENU: EN FONCTION DU GENRE

On prend en compte:	Jamais	Parfois	Souvent	Toujours
Le genre	14	7	1	2

	OUI	NON
<b>32.1. Est-ce une exigence réglementaire explicite ?</b>	<b>3</b>	<b>18</b>
<b>32.2. Existe-t-il un guide de mise en application ?</b>	<b>3</b>	<b>19</b>
<b>32.5.1. Si OUI, est-ce un guide :</b>		
<b>32.3. Il y a-t-il des expert(e)s reconnus de ces questions dans :</b>		
<b>32.3.1. Les bureaux d'études ?</b>	<b>9</b>	<b>12</b>
<b>32.3.2. L'administration ?</b>	<b>10</b>	<b>14</b>

## V. CONTENU: Catastrophes naturelles ou anthropiques

On prend en compte:	Jamais	Parfois	Souvent	Toujours
Catastrophes naturelles ou anthropiques	6	5	4	8

	OUI	NON
<b>33.1. Est-ce une exigence réglementaire explicite ?</b>	<b>13</b>	<b>8</b>
<b>33.2. Existe-t-il un guide de mise en application ?</b>	<b>9</b>	<b>5</b>
<b>38.2.1 Si OUI, est-ce un guide :</b>		
<b>33.3. Il y a-t-il des expert(e)s reconnus de ces questions dans :</b>		
<b>33.3.1. Les bureaux d'études ?</b>	<b>15</b>	<b>6</b>
<b>33.3.2. L'administration ?</b>	<b>17</b>	<b>4</b>

## V. CONTENU: Risques accrus liés aux CC

On prend en compte:	Jamais	Parfois	Souvent	Toujours
Risques liés CC	6	11	6	1

	OUI	NON
<b>34.1. Est-ce une exigence réglementaire explicite ?</b>	<b>11</b>	<b>11</b>
<b>34.2. Existe-t-il un guide de mise en application ?</b>	<b>8</b>	<b>16</b>
<b>34.2.1. Si OUI, est-ce un guide :</b>	<b>11</b>	<b>1</b>
<b>34.3. Il y a-t-il des expert(e)s reconnus de ces questions dans :</b>		
<b>34.3.1. Les bureaux d'études ?</b>	<b>14</b>	<b>8</b>
<b>34.3.2. L'administration ?</b>	<b>19</b>	<b>3</b>

## V. CONTENU: Risques accrus liés aux CC

On prend en compte:	Jamais	Parfois	Souvent	Toujours
Risques liés CC	6	11	6	1

	OUI	NON
<b>34.4. Traitent-elles de l'impact du projet sur les changements climatiques (CC) ?</b>	<b>15</b>	<b>7</b>
<b>34.5. Traitent-elles de l'impact des changements climatiques (CC) sur le projet ?</b>	<b>12</b>	<b>10</b>
<b>34.6. Font-elles, lorsque pertinent des recommandations de mesure d'atténuation ?</b>	<b>13</b>	<b>8</b>
<b>34.7. Traitent-elles de l'analyse et de l'évaluation des mesures d'adaptation proposées ?</b>	<b>12</b>	<b>10</b>

## V. CONTENU: Risques accrus liés aux CC

On prend en compte:	Jamais	Parfois	Souvent	Toujours
Risques liés CC	6	11	6	1

	OUI	NON
<b>34.4. Traitent-elles de l'impact du projet sur les changements climatiques (CC) ?</b>	<b>15</b>	<b>7</b>
<b>34.5. Traitent-elles de l'impact des changements climatiques (CC) sur le projet ?</b>	<b>12</b>	<b>10</b>
<b>34.6. Font-elles, lorsque pertinent des recommandations de mesure d'atténuation ?</b>	<b>13</b>	<b>8</b>
<b>34.7. Traitent-elles de l'analyse et de l'évaluation des mesures d'adaptation proposées ?</b>	<b>12</b>	<b>10</b>

## V. CONTENU: Biodiversité

On prend en compte:	Jamais	Parfois	Souvent	Toujours
Biodiversité	4	4	2	14

	OUI	NON
<b>35.1. Est-ce une exigence réglementaire explicite ?</b>	17	6
<b>35.2. Existe-t-il un guide de mise en application ?</b>	14	10
<b>35.2.1. Si OUI, est-ce un guide :</b>		
<b>35.3. Il y a-t-il des expert(e)s reconnus de ces questions dans :</b>		
<b>35.3.1. Les bureaux d'études ?</b>	16	5
<b>35.3.2. L'administration ?</b>	19	2

## V. CONTENU: Biodiversité

On prend en compte:	Jamais	Parfois	Souvent	Toujours
Biodiversité	4	4	2	14

	OUI	NON
<b>35.1. Est-ce une exigence réglementaire explicite ?</b>	<b>17</b>	<b>6</b>
<b>35.2. Existe-t-il un guide de mise en application ?</b>	<b>14</b>	<b>10</b>
<b>35.2.1. Si OUI, est-ce un guide :</b>		
<b>35.3. Il y a-t-il des expert(e)s reconnus de ces questions dans :</b>		
<b>35.3.1. Les bureaux d'études ?</b>	<b>16</b>	<b>5</b>
<b>35.3.2. L'administration ?</b>	<b>19</b>	<b>2</b>

## V. CONTENU: Prise en compte d'impacts suggérés par parties prenantes

	Jamais	Parfois	Souvent	Toujours
<b>Cela arrive :</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>10</b>	<b>4</b>

**Discussion sur l'exercice de cadrage et la participation publique en amont**

## VI: EE et Développement Durable

	Jamais	Parfois	Souvent	Toujours
<b>37. Les évaluations environnementales et sociales comportent-elles une section traitant du développement durable ?</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>1</b>
<b>37.1. Si « jamais », est-ce que le développement durable est une dimension transversale?</b>	<b>OUI 12</b>			
<b>38. Peut-on dire que les évaluations environnementales sont de plus intégrées et multidimensionnelles et deviennent ainsi des évaluations de la durabilité ?</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>11</b>

## VI: EE et Développement Durable

	OUI	NON
<b>39. Existe-t-il une structure interministérielle formelle en matière de mise en œuvre du développement durable ?</b>	<b>20</b>	<b>4</b>
<b>41. Y a-t-il eu dans les 5 dernières années des cas où de grands projets soumis à une EIE ou EIES (par exemple dans le domaine des grands barrages ou des transports...) ont donné lieu en plus à une étude de contribution au développement durable ?</b>	<b>9</b>	<b>12</b>

## VII: PRISE EN CHARGE EE PAR ADMINISTRATION

	OUI	NON
<b>42. Il y-a-t-il une institution dédiée à l'EE mise en place par le cadre politique ou législatif ?</b>	<b>21</b>	<b>2</b>
<b>42.1. Si oui nommez là :</b>		
<b>42.2. Cette institution traite-t-elle aussi de la santé humaine ?</b>	<b>9</b>	<b>13</b>
<b>45. Les cadres responsables du cadrage et/ou de l'examen doivent-ils être certifiés selon un mécanisme de reconnaissance établi au niveau national ?</b>	<b>3</b>	<b>20</b>

## VII: PRISE EN CHARGE EE PAR ADMINISTRATION

	OUI	NON
<b>48. L'institution (ou les institutions) en charge de l'ÉE engage-t-elle des experts externes pour certaines étapes des ÉE ?</b>	<b>17</b>	<b>6</b>
<b>48.1. Si OUI, pour quelles étapes ?</b>		
<b>49. L'administration dispose-t-elle d'une banque de données d'études de cas d'EIE-EES-EER nationales ou internationales?</b>	<b>15</b>	<b>7</b>
<b>50. L'administration est-elle liée à des réseaux internationaux d'EE ?</b>	<b>17</b>	<b>7</b>
<b>50.1. Si OUI, lesquels ? Nom des réseaux :</b>		
<b>51. Est-ce que ces réseaux sont utilisés activement (Financement, Participation à des conférences, ateliers, partage d'expertise en ligne) ?</b>	<b>14</b>	<b>5</b>

## VII: PRISE EN CHARGE EE PAR ADMINISTRATION SUITE...

	OUI	NON
<b>52. Les cadres de l'administration bénéficient-ils de programmes de développement de capacité liés à la qualité des EE et son évaluation technique ?</b>	<b>18</b>	<b>5</b>
<b>52.1. Si Oui, par qui sont fournis ces programmes ?</b>		
<b>53. Existe-t-il un comité interministériel de l'environnement qui donne son avis sur les études d'impact avant que l'autorité pertinente accorde le certificat de conformité ?</b>	<b>15</b>	<b>8</b>
<b>53.1. Si OUI ce comité a-t-il toutes les expertises requises pour mener sa tâche ?</b>	<b>5</b>	<b>11</b>
<b>53.2. Si NON peut-il bénéficier aussi des actions de renforcement des capacités ?</b>	<b>11</b>	<b>1</b>

# VIII: PRATIQUE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE 2012 À 2016...

Types d'études	2012	2013	2014	2015	2016	TOTAL
EIE simplifiées	291	409	966	741	930	<b>3337</b>
EIE approfondies	1103	1378	1429	1562	1492	<b>6964</b>
EES	120	137	137	146	135	<b>675</b>
EER						<b>0</b>
EIS						<b>0</b>
Impacts cumulatifs				1		<b>1</b>
Audits environnementaux	91	270	292	351	1002	<b>2006</b>
Analyses du cycle de vie	0	0	0	0	0	<b>0</b>
<b>TOTAL par année</b>	<b>1605</b>	<b>2194</b>	<b>2824</b>	<b>2801</b>	<b>3559</b>	<b>12983</b>

# VIII: PRATIQUE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE 2012 À 2016...

EIES complètes par type de projets	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Des projets publics nationaux sans financement international	23	13	45	33	36	150
Des projets publics nationaux avec financement international	45	63	117	125	113	463
Des projets privés d'investisseurs nationaux	157	193	121	144	274	889
Des projets privés d'investisseurs internationaux	75	105	165	164	159	668
<b>TOTAL par année</b>	<b>300</b>	<b>374</b>	<b>448</b>	<b>466</b>	<b>582</b>	<b>2170</b>

## VIII: PRATIQUE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE 2012 À 2016...

EIES par secteur	2012	2013	2014	2015	2016	Total
Grands barrages et réservoirs	9	4	10	22	18	63
Mines et fonderies première fusion	165	194	161	144	218	882
Forêt	19	8	26	41	37	131
Pétrole, gaz	81	106	92	92	89	460
Production électricité (thermique, éolien, autres)	18	12	21	20	47	118
Infrastructures linéaires	83	101	482	91	62	819
Ports	1	6	0	14	9	30
Transports	15	16	15	19	9	74
Rénovation urbaine	53	49	97	91	118	408
Industries/manufactures	71	103	165	120	124	583
Total par année	515	599	1069	654	731	3568

# XI: BUREAUX D'ÉTUDES

	OUI	NON
<b>63. Les bureaux d'études qui réalisent les ÉE doivent-ils faire l'objet d'une accréditation (reconnaissance formelle de la compétence)?</b>	11	11
<b>63.1. Si OUI, combien de bureaux d'études ayant leur siège social au pays sont accrédités :</b>		
<b>63.2. Si NON, combien de bureaux d'études ayant leur siège social au pays peuvent réaliser des EIE ou des EES :</b>		
<b>64. Quel pourcentage des ÉE réalisées de 2012 à 2016 l'ont été par un consortium incluant un bureau d'étude national et un venant d'un pays étranger (%) ?</b>		
<b>65. Les individus (consultants) qui réalisent les EE doivent-ils faire l'objet d'une certification ?</b>	8	14

## XII: ONGs

	OUI	NON
<b>66. Combien d'ONG ayant un siège social local s'impliquent-elles d'une façon ou d'une autre dans le processus d'évaluation environnementale ?</b>		
<b>Interviennent-elles :</b>		
<b>67.1. Lors des consultations formelles organisées à différentes étapes des études</b>	20	2
<b>67.1.1. Si OUI, précisez les étapes :</b>		
<b>67.2. Par des manifestations ou autres formes d'événements en relation avec les projets étudiés ?</b>	14	8

# XIII: UNIVERSITÉS OU AUTRES CENTRES DE FORMATION ET DE SAVOIR

	OUI	NON
68. Existe-t-il des cours de nature universitaire ou post secondaire/technique qui se donnent chaque année dans le domaine de l'évaluation environnementale ?	18	5
68.1. Titres des cours et institution :		
Existe-t-il des programmes de formation continue qui se donnent régulièrement ou à la demande ?	14	9
70. Existe-t-il des programmes de formation disponibles à la demande portant spécifiquement sur les normes de l'IFC et de la Banque mondiale en matière de performance ?	4	15
71. Y a-t-il des experts universitaires ou autres, nationaux qui agissent comme personnes-ressources auprès des fonctionnaires de la ou des institutions en charge de l'évaluation environnementale pour du développement de capacité ?	16	4



# Capitalisation des expériences et leçons apprises avant la nouvelle programmation



# Quelles actions pertinentes en EE

**Quels axes d'intervention ?**

**Quelle innovation apportée pour convaincre en 2023?**

**Comment mutualiser les efforts de plaidoyer ? .....**

# Enjeux émergents et nouvelle programmation

# ENJEUX ET VISION



**Limiter**  
le réchauffement global  
à 1,5°C d'ici 2100



**Impulser**  
une relance économique  
post-pandémie dans un  
contexte multi-crisis



**Assurer**  
l'inclusion sociale  
par la décennie d'action  
des ODD

## VISION

Bâtir une Francophonie durable pour toutes et tous

## MISSION

Développer la coopération au service de la transition  
écologique et du développement durable

## OBJECTIF STRATÉGIQUE

Contribuer à la mise en œuvre de l'Agenda 2030  
de développement durable et des Accords Multilatéraux  
sur l'Environnement

Vers une crise  
alimentaire?

# Inspirer le changement

INFORMER /  
SENSIBILISER

RENFORCER  
LES CAPACITÉS

MOBILISER

## Actions structurantes

### RIO

Négociations climat, biodiversité, désertification

### FINANCE DURABLE

Accès facilité à la finance durable pour les pays francophones

### VECTEUR ENERGIES

Transition énergétique et numérique / régulation énergétique / données énergétiques

POUR  
RAYONNER



Les jeunes

POUR  
AUTONO-  
MISER

Les femmes

## Projets démonstrateurs à impact rapide

### NEXUS

Agriculture / Eau / Climat / Énergie

### VIVA CITÉS

Planification ODD /  
Économie bleue / Tourisme durable

### CAFÉ LUMIÈRES

Énergie solaire au service de la culture et du numérique

### CIRCULACITÉS

Villes circulaires, résilientes, biodiversité

POUR  
AGIR

# INFORMER / SENSIBILISER



## Décryptage

Publication IFDD annuelle Vulgarisation enjeux transition énergétique, développement durable et environnement

Notes de décryptage sujets techniques sur les négociations

Collection PRISME fiches techniques / thématiques, partage connaissances et de données



## Réseaux sociaux

Promotion des actions IFDD  
Billets de blogue



## Podcast

Webséries (Minute Eclair, Ma Voix pour le Climat ...)  
Podcasts (Voix Durables)



## SEL

Séminaires en ligne sur l'énergie et l'environnement



## Concertations

Réseau des points focaux DD  
Concertation experts sur des thématiques prioritaires  
Concertation ministérielle



# RENFORCER LES CAPACITÉS



## Formations en ligne

- 6 CLOM - Droit de l'environnement, Développement durable, Économie de l'environnement, évaluation environnementale et sociale, métiers de l'environnement, technologies de l'environnement
- 2 CLOM - Économie bleue
- 1 CLOM - Planification énergétique
- 2 CLOM - Planification ODD
- 1 CLOM - Intégration ODD dans les politiques publiques

## Formations en présentiel

- Formation des **négociatrices** et négociateurs sur le climat, la biodiversité, et la désertification
- Renforcement des **capacités** des institutions francophones de l'énergie (Fondation Mines Paristech, l'ANARÉ-CI, CRE)
- Formations **pratiques** des jeunes sur 60 métiers de l'environnement, la recherche et l'innovation

## Renforcement des curricula

- Intégration des ODD dans les curricula d'enseignement des ENA francophones d'Afrique.
- Intégration du **droit de l'environnement** dans les écoles de magistrature

# OUTILLER



## Outils

Outils planification ODD des collectivités locales.  
Système d'informations énergétiques.  
5 laboratoires sur l'ÉE pour 8 pays de l'UEMOA.  
2 FabLab EnR et écodéchets en Afrique centrale  
Mécénat et entrepreneuriat des jeunes en agriculture durable (Nexus /JeClimate, Objectif 2030)  
Mise en place et opérationnalisation du Centre d'Efficacité énergétique et d'énergie renouvelable d'Afrique Centrale avec ONUDI-CEEAC-CCBC

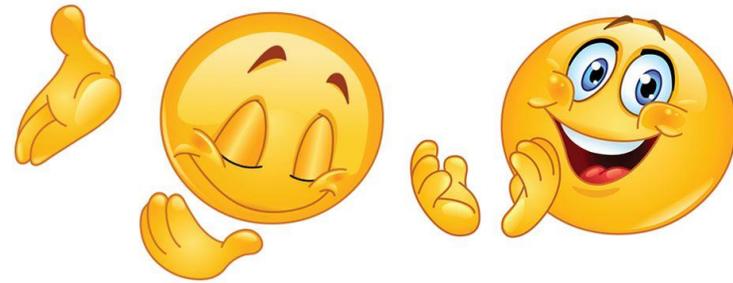
## Données

Données détaillées pays  
UEMOA, CEDEAO et Afrique Centrale  
Collaboration avec AIE  
et IRENA  
Cartographie de l'évaluation environnementale  
Atlas de l'économie de l'environnement  
Cartographie du droit de l'environnement  
Etat de la participation citoyenne pour le DD

## Cadres réglementaires et normalisation

2 directives efficacité énergétique  
bâtiments et appareils  
électroménagers  
  
Norme ISO/TC 323  
Économie circulaire - 11 pays

# Merci de votre attention!



[www.ifdd.francophonie.org](http://www.ifdd.francophonie.org)  
[www.francophonie.org](http://www.francophonie.org)

